

“La gauche a toujours été mal à l’aise sur le thème de la sécurité”

“Une fracture intrafrancophone précipiterait la fin du pays”

Entretien Alice Dive

Vendredi 14 septembre 2018. À tout juste un mois du scrutin communal, le “bourgmaitre” de ces lieux nous reçoit, sans surprise, dans son bureau saint-gillois. Mais c’est de la “survie du pays” dont il sera d’abord question ici. À presque septante ans, le “père” de la Région bruxelloise n’a pas manqué une miette des débats institutionnels de l’été.

Certains ténors politiques plaident en faveur d’une refédéralisation de certaines compétences dans notre pays. Y êtes-vous favorable ?

Écoutez, moi, je n’ai jamais plaidé pour un niveau pareil de régionalisation. C’était une revendication flamande que l’on connaît. Je suis surtout d’accord avec l’idée qu’il ne fallait pas défédéraliser. Si on refédéralise, c’est pour consacrer un principe de meilleure gestion dont il faut être certain. Mais c’est également pour consacrer un principe de solidarité. Une refédéralisation à la carte doit aller impérativement de pair avec une plus grande solidarité entre le nord et le sud du pays. Car que les choses soient claires: refédéraliser, c’est revoir entièrement les fondements mêmes de la culture politique qui doit dominer dans notre pays.

À vous entendre, c’est donc illusoire...

Ce qui m’étonne, c’est que l’on parle de refédéralisation sans avoir véritablement expérimenté la coopération. On va refédéraliser alors que l’on n’est pas parvenu à coopérer sur un plan global de mobilité à l’échelle du territoire, que l’on n’est pas parvenu à créer une communauté urbaine autour de Bruxelles. On va refédéraliser alors que l’on a été face à une tentative de

démantèlement de la sécurité sociale. C’est étrange de vouloir refédéraliser sans avoir tenté de pousser jusqu’à ses ultimes limites le principe de coopération et de fédéralisme d’union. Sincèrement, je pense que l’on se perd en illusions en croyant que la Flandre, demain, va reconstituer progressivement l’État unitaire.

Il faut bien se rendre compte qu’il y a toujours eu deux écoles flamandes: celle qui a toujours voulu plus de réformes allant dans le sens d’un fédéralisme, voire d’un confédéralisme, et puis celle qui considère que les leviers principaux de la gestion de l’État sont maintenant entre les mains de la Flandre et qu’il n’y a dès lors pas lieu d’aller plus loin.

D’aucuns plaident également en faveur d’une régionalisation des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles...

En ce qui me concerne, je m’inscris totalement en faux avec ceux qui présentent la régionalisation des matières communautaires comme une solution à nos problèmes bruxellois et wallons. Là aussi, on peut très bien trouver les termes d’une collaboration qui prenne en compte les spécificités des régions

dans la politique choisie par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Quand va-t-on enfin comprendre que si on veut croire encore à la Belgique – et moi, j’y crois encore –, elle n’est viable qu’à certaines conditions. Les Flamands ont choisi une identité communautaire. Si les francophones devaient choisir une identité exclusivement bruxelloise ou exclusivement wallonne, il est évident que le rapport de force institutionnel serait déséquilibré. De grâce, cessons de nous envoyer des anathèmes à la figure. Pensons à l’unité des francophones, pas seulement dans l’intérêt des francophones mais dans l’intérêt de l’unité du pays. Car il est clair qu’une fracture intrafrancophone précipiterait la fin du pays.

Tout autre chose mais un thème ô combien majeur à l’heure actuelle, celui de la sécurité. Votre parti, le PS, paraît mal à l’aise sur cette question...

Oui, c’est exact. La gauche a toujours été mal à l’aise sur ce thème parce qu’elle a toujours considéré que la sécurité s’identifiait à la répression. Alors que la sécurité s’identifie à la protection. La gauche a toujours considéré que les “sécuritaires” étaient des ennemis des libertés. Pour ma part, j’ai toujours dit que la liberté par la sécurité appartient aux domaines des libertés. Qu’est-ce qui menace le plus notre société aujourd’hui si l’État n’est pas capable d’assurer protection sociale, droit à la santé et sécurité? C’est la crise des identités et l’enfermement de celles-ci sur elles-mêmes.

La gauche doit-elle revendiquer le thème de la sécurité, selon vous ?

Bien sûr. Le thème de la sécurité a été confisqué par la droite! Or, il n’y a pas d’harmonie sociale et de vivre-ensemble possible sans que ne soit assurée la sécurité. Moi, je suis un social-démocrate en faveur de l’État protecteur. La protection sociale fait partie de la lutte contre les inégalités. Mais la protection des personnes fait aussi partie de la lutte contre les inégalités. Quand on n’est pas capable de protéger les individus dans leur santé, dans leur statut social, c’est grave, car c’est tout le crédit de l’État qui s’écroule.

“Charles Picqué est un libéral qui s’ignore”, déclarait l’Open VLD Guy Vanhengel. Un libéral social alors ?

Non, je le répète, je suis un social-démocrate. Car, moi, je mets les critères d’appartenance à la gauche dans le champ socio-économique. Il faut faire la synthèse entre l’innovation entrepreneuriale et les conditions du vivre-ensemble qui passent par la paix sociale. La social-démocratie doit se montrer plus musclée et ne peut pas être le compagnon de route du néolibéralisme.

“Le Parlement bruxellois ne doit pas devenir l’arène de règlements de comptes préélectorales”

Le Parlement bruxellois fait sa rentrée ce lundi. Avec, à l’agenda, un programme très léger, campagne communale oblige. Est-ce bien “normal”, Monsieur le Président ?

Il est clair que cette rentrée va être marquée par l’approche à la fois des communales et des législatives et régionales. C’est une rentrée qui est à surveiller comme le lait sur le feu. Car il ne faudrait pas que le Parlement bruxellois devienne l’arène d’un certain nombre de règlements de comptes préélectorales. Il ne faut pas s’enfermer dans une addition d’affrontements sur fond d’enjeux électoralistes locaux. Mais c’est un vœu pieux... Cette rentrée sera tout de même marquée par l’examen de quelques grands dossiers tels que la réforme des allocations familiales ou encore le plan régional de mobilité.

Il y a aussi le fameux dossier relatif au décumul intégral des mandats dans la capitale. Si

l’on s’en tient aux derniers délais liés à la procédure en conflit d’intérêts activée avant l’été par le Parlement flamand, cela nous ramène à un vote en décembre... ?

Les délais devraient peut-être même nous amener à nous prononcer avant les élections communales, vers le 8 octobre

précisément. Mais je pense que ce n’est pas dans la chaleur des communales qu’il sera le plus facile de trouver un accord dans ce dossier. Ce à quoi je crois encore. Je souhaite que l’on se donne le temps pour trouver une solution. Il faut épuiser la concertation et ne pas prendre les procédures en conflit d’intérêts par-dessus la jambe. Ceux-ci sont dans l’ADN de la culture du fédéralisme.

Votre parti soutient ce texte, vous n’avez donc d’autre choix que de le soutenir aussi. Mais à titre personnel, êtes-vous sincèrement favorable au décumul des mandats ?

La question mérite en effet d’être posée. Je suis partisan du décumul à partir du moment où l’on réduit le nombre de parlementaires et où l’on évite de superposer deux classes politiques qui risquent d’être antagonistes, celle des élus locaux et celle des élus régionaux. À Bruxelles, nous sommes dans un parlement urbain avec une interconnexion très poussée entre les gestions locale et régionale. Donc, je suis partisan du décumul mais en sachant que l’on doit rester en mesure de dialoguer de manière efficace entre ces deux niveaux de pouvoir. Cela a toujours été ma préoccupation majeure.

Si la N-VA devient incontournable à Bruxelles en 2019, craignez-vous à terme un blocage des institutions ?

Il est clair que Bruxelles peut être l’une des mèches communautaires que l’on allume en 2019. La N-VA veut, à terme, une cogestion de Bruxelles par la Flandre

et par la Wallonie et une négation du statut de Bruxelles. Je pense qu’il ne faut pas attendre d’avoir une majorité de parlementaires N-VA pour que ce risque se produise car les nationalistes flamands ont des compagnons de route...

Vendredi matin, en radio, Didier Reynders invitait les francophones de Bruxelles à voter pour des francophones...

J’ai envie de dire à Didier Reynders: si vous craignez tellement la N-VA, soyez inflexible quant à toute tentative de sa part de remettre en question le statut de Bruxelles. La balle est dans le camp des libéraux! Si la N-VA est une menace, elle l’est d’autant plus si son partenaire est soumis à ses exigences. Car si la N-VA en venait à poser la question d’une remise en cause du statut de Bruxelles en 2019, elle ne pourrait le faire qu’avec la complicité d’un parti francophone au plan fédéral... puisqu’il faut des lois spéciales.